

N°361  
JUN  
2020

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence  
France Trésor

## PRÉSENTATION DU TROISIÈME PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2020

Un troisième projet de loi de finances rectificative (PLFR 3) pour 2020 a été présenté en Conseil des ministres le 10 juin dernier pour renforcer le dispositif de soutien aux secteurs les plus touchés par la crise et déployer des mesures exceptionnelles d'aide aux collectivités territoriales et d'accompagnement des plus précaires. Reposant sur une prévision de croissance à -11 % en 2020, il intègre les effets budgétaires de la prolongation des dispositifs d'urgence pour les salariés et les entreprises et permet notamment le financement du plan tourisme, des plans de soutien aux secteurs automobile et aéronautique et des plans en faveur des *startups* et entreprises technologiques et du secteur culturel.

Ceci se traduit par un besoin de financement de l'État en hausse de 36,6 milliards d'euros par rapport au montant inscrit en seconde loi de finances rectificative (LFR 2) pour 2020 pour s'établir à 361,2 milliards d'euros, dont 222,1 milliards d'euros pour le financement du déficit contre 185,5 milliards d'euros en LFR 2.

En milliards d'euros	LFI 2020 (Loi de finances initiale)	LFR 1 (23 mars 2020)	LFR 2 (25 avril 2020)	PLFR 3 (10 juin 2020)
<b>Besoins de financement</b>				
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,4	136,4	136,2	136,2
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	130,5	130,5	130,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,9	5,9	5,7	5,7
Amortissements des autres dettes	0,5	0,5	0,5	0,5
SNCF Réseau - amortissements	1,8	1,7	1,7	1,7
Déficit à financer	93,1	109,0	185,5	222,1
Autres besoins de trésorerie	-1,3	-1,5	0,7	0,7
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>	<b>361,2</b>
<b>Ressources de financement</b>				
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	205,0	210,0	245,0	260,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	2,0	0,0	0,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	10,0	27,5	64,1	79,9
Variation des dépôts des correspondants	6,4	0,0	0,0	1,8
Variation des disponibilités du Trésor	3,6	4,1	9,0	9,0
Autres ressources de trésorerie	3,5	4,5	6,5	10,5
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>	<b>361,2</b>

La hausse du besoin de financement sera principalement couverte par une hausse des émissions de dette, répartie de façon équilibrée entre la dette de court terme (BTF) et la dette de moyen et long terme (OAT). Ainsi, par rapport à la LFR 2 (i) l'encours des titres d'État à court terme augmentera de 15,8 milliards d'euros supplémentaire pour atteindre une hausse totale de 79,9 milliards d'euros sur 2020 et (ii) l'émission de dette à moyen et long terme nette des rachats augmentera de 15 milliards d'euros pour atteindre 260 milliards d'euros sur 2020.

Comme lors des précédentes crises, l'endettement de court terme permet de répondre à un choc imprévu sur le besoin de financement. Lors de la crise financière de 2008, son encours était passé de 78 milliards d'euros fin 2007 à 214 milliards d'euros fin 2009, représentant 18,7 % de la dette d'État française. Il avait été ensuite divisé par deux en 10 ans, à 107 milliards d'euros fin 2019, soit 5,9 % de la dette d'État française. Le PLFR 3 portera cet encours à 187 milliards d'euros fin 2020, représentant ainsi 9,2 % de la dette, soit un ratio comparable à celui de 2016.

La France a émis au premier semestre 2020 un montant de 157,4 milliards d'euros<sup>1</sup> de dette à moyen et long terme, net des rachats, et réalisé plus de 60 % du programme de financement révisé suite au PLFR 3, contre 57 % l'an dernier à la même période. Les conditions de marché demeurent très favorables : le coût de financement à moyen et long terme de la France s'établit à -0,05 % à fin juin, contre 0,11 % sur l'ensemble de l'année 2019.

<sup>1</sup> Émissions à fin juin et rachats à fin mai, les volumes des rachats étant publiés à M-1

Par Alain Durré, chef économiste et Sven Jari Stehn, analyste économie européenne chez Goldman Sachs

Suite à la proposition franco-allemande et celle de la Commission européenne, un plan de relance d'environ 600 Md€ est en vue, composé de façon prédominante de dons versés aux pays les plus affectés par la crise de la Covid. Compte tenu des incertitudes sur sa forme finale, des scénarios alternatifs sont envisagés sur les modalités de versement des ressources du Fonds de relance dans le temps et entre pays. Les scénarios de versement sont ensuite utilisés pour calculer l'impact du Fonds de relance sur les besoins de financement public de la zone euro.

### Besoins de financement

Premièrement, les projections du scénario central envisagent des déficits publics de 12,0 % du PIB en Italie, 13,4 % en Espagne, 12,0 % en France et 7,9 % en Allemagne. En se projetant en 2021, des déficits significatifs sont aussi anticipés, car l'ampleur du resserrement discrétionnaire sera probablement limitée. Ceci conduit à un déficit cumulé pour la zone de 19 % du PIB en 2020-22.

Deuxièmement, une estimation de la répartition des ressources annoncées au niveau de l'UE sur les deux prochaines années voit l'Italie et l'Espagne recevoir ensemble 40 Md€ du fonds d'assurance chômage (SURE) en 2020 et utiliser leur quote-part de 2 % du PIB au Mécanisme européen de stabilité (MES) en 2021.

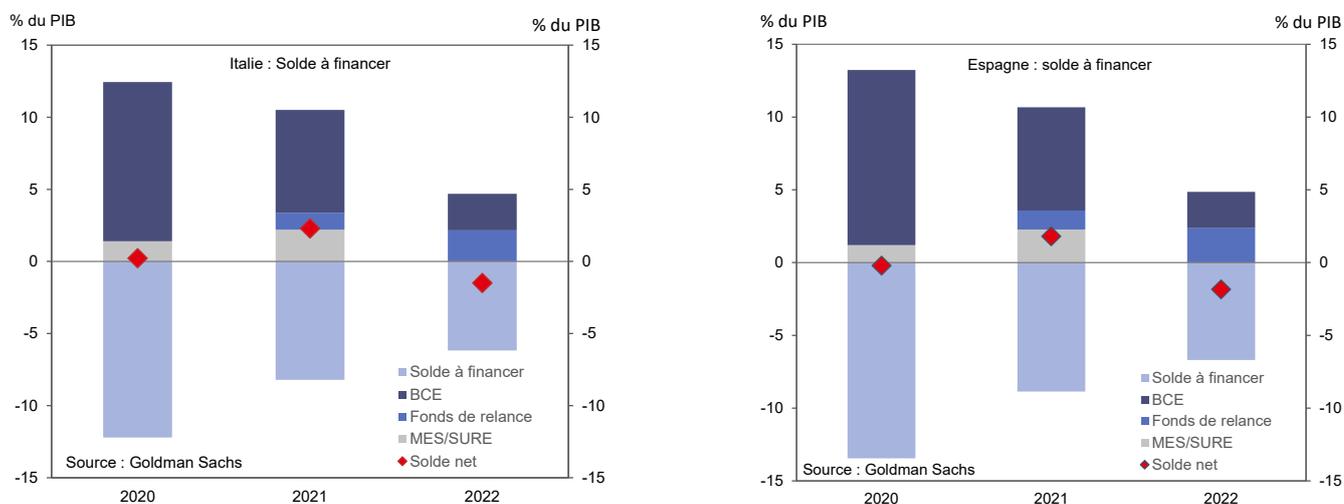
Troisièmement, les versements du plan de relance en sont déduits pour calculer les besoins de financement de la zone euro. Dans le scénario central, le Fonds de relance débourse 0,7 % du PIB en 2021 et 1,4 % en 2022, réduisant les besoins de financement de la zone euro sur trois ans à 15 % du PIB. Dans le détail, le plan de relance verse 4,5 % du PIB à l'Italie et 5,5 % du PIB à l'Espagne dans le scénario central, induisant un transfert net d'environ 1,5 % du PIB pour l'Italie et 2,5 % du PIB pour l'Espagne.

### Comblent ces besoins

Les estimations des besoins de financement sont combinées avec les achats souverains déjà annoncés par la BCE pour calculer le solde à financer – défini comme le déficit public moins le soutien de l'UE sur la période 2020-22. Le PSPP (20 Md€ par mois plus l'enveloppe supplémentaire de 120 Md€ pour 2020) et le PEPP (1 350 Md€ d'ici mi-2021) sont inclus. Prises ensemble, ces estimations suggèrent que la BCE absorbera l'équivalent d'environ 15 % du PIB des émissions nettes sur les trois ans à venir.

A partir de là, nos projections de déficit sont combinées avec les sources de financement (dont les achats de la BCE en plus du MES, du SURE et de l'allocation du Fonds de relance retenue dans le scénario central) pour évaluer les soldes à financer. L'ensemble des sources de financement de l'UE comble les soldes à financer sur la période 2020-22. Concernant l'Italie et l'Espagne, on peut voir que les ressources en provenance de l'UE couvrent plus que les besoins d'émissions nettes en 2020-21, avant qu'un léger solde à financer réapparaisse en 2022.

Contribution au financement en provenance du plan de relance



### C'est le signal qui compte

Ajouté aux achats de la BCE et au financement du MES et du SURE, le plan de relance devrait donc contribuer à réduire les besoins de financement en Europe du Sud dans les années à venir.

Mais la contribution du plan de relance au comblement des soldes à financer dans les années à venir est modeste, *in fine* contrainte par sa taille limitée, son centrage sur l'UE à 27 et des versements étalés sur plusieurs années. Bien que le plan de relance soit probablement un peu plus modeste et étalé dans le temps qu'initialement envisagé, l'extension du PEPP de la BCE y répond plus que largement.

Cela étant, le Fonds de relance envoie un signal politique important. Le plan de relance proposé par la Commission européenne – qui fait suite à la proposition Macron-Merkel – dénote un engagement européen profond et accroît la probabilité d'une intégration plus poussée à l'avenir. La réponse positive du marché obligataire à cette proposition devrait, ainsi, alléger la charge de la dette en Europe du Sud. Au total, le signal du plan de relance pourrait se révéler plus important que le transfert de ressources qu'il implique.

NB : cette tribune de l'Agence France Trésor offre à des économistes l'opportunité d'exprimer leurs vues personnelles. En conséquence, l'article ci-dessus reflète strictement les vues de son auteur et ne devrait pas être tenu pour représenter le point de vue de l'Agence France Trésor ou du Ministère de l'Économie et des Finances. Les vues exprimées dans cet article ne peuvent en aucun cas être tenues pour représenter une approbation ou une critique des politiques, déclarations ou initiatives gouvernementales de la part de Goldman Sachs.

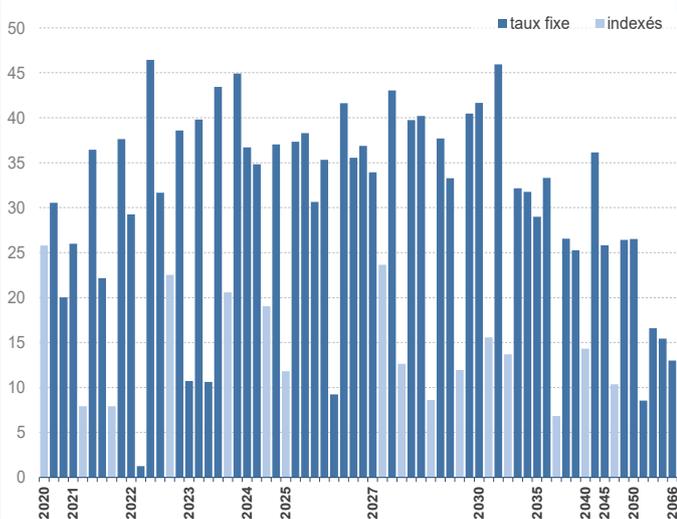
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juillet 2020	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20
Août 2020	date d'adjudication	3	10	17	24	31	20	6	20
	date de règlement	8	15	22	29	1/09	24	10	24

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2020

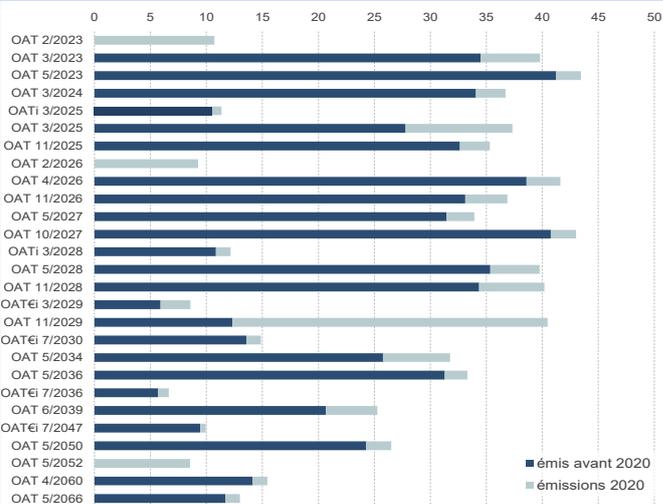
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MAI 2020

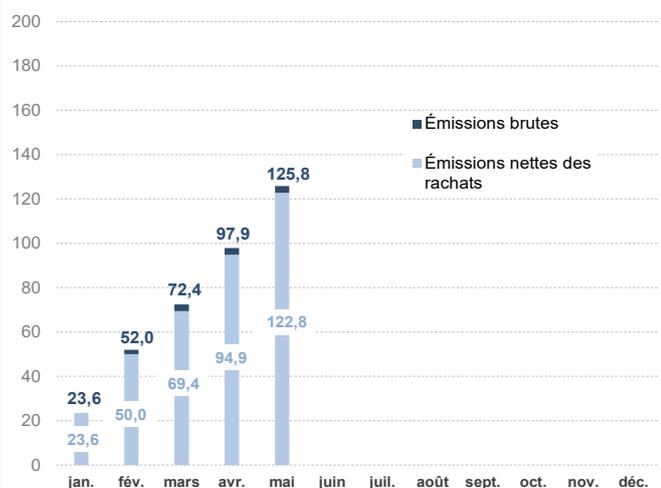
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 MAI 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MAI 2020

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
juin-20	0,4	
juil-20	3,0	25,9
août-20		
sept-20		
oct-20	10,7	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		
févr-21		26,0
mars-21	0,0	8,0
avr-21	11,6	36,4
mai-21	7,3	22,2

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



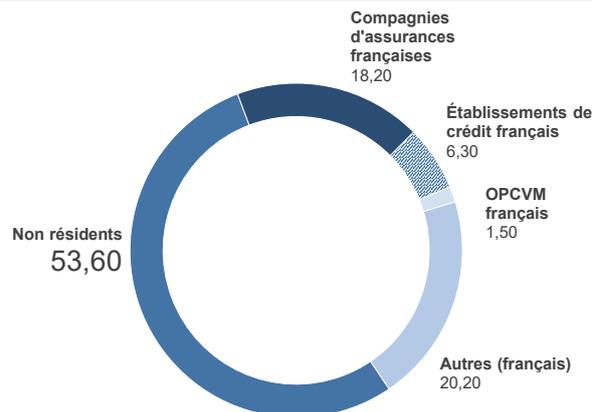
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2020

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 778 448 971 255</b>
Encours démembré	57 240 959 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 259 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>151 137 000 000</b>
Durée de vie moyenne	122 jours
<b>Encours total</b>	<b>1 929 585 971 255</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 20 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2017 AU 31 MAI 2020

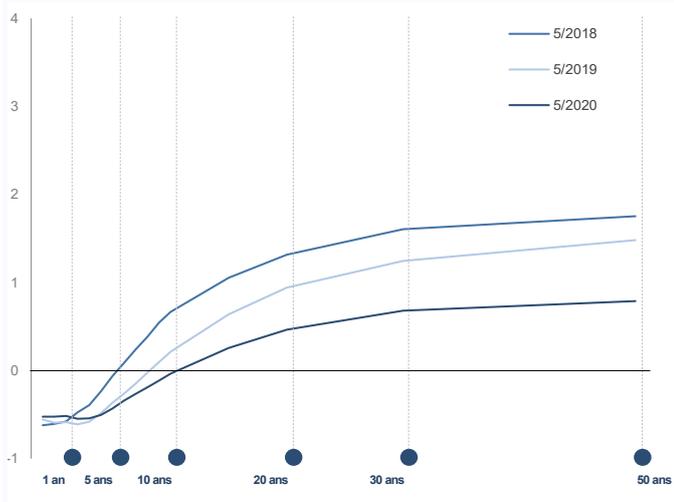
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2017	Fin 2018	Fin 2019	Fin avril 2020	Fin mai 2020
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 686</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>1 895</b>	<b>1 930</b>
<i>dont titres indexés</i>	202	220	226	231	231
<b>Moyen et long terme</b>	<b>1 560</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 768</b>	<b>1 778</b>
<b>Court terme</b>	126	113	107	127	151
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	296 jours	336 jours	63 jours	45 jours	20 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

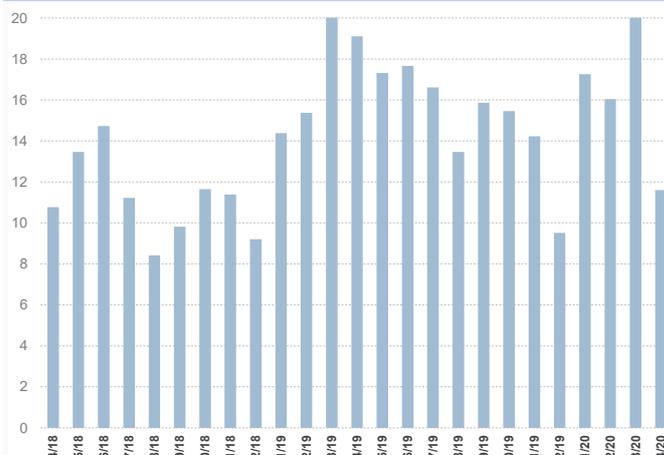
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

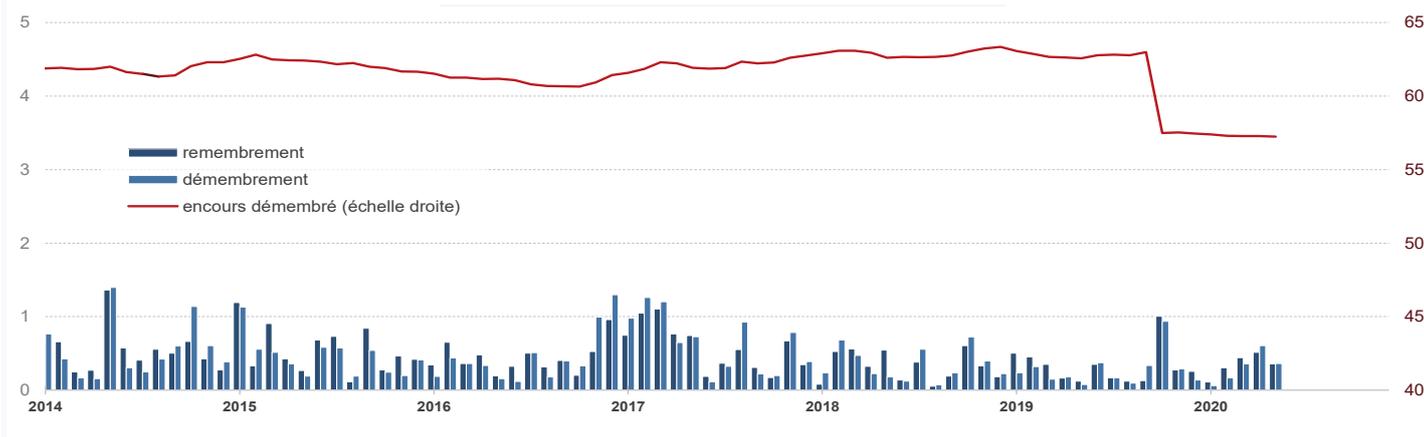
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

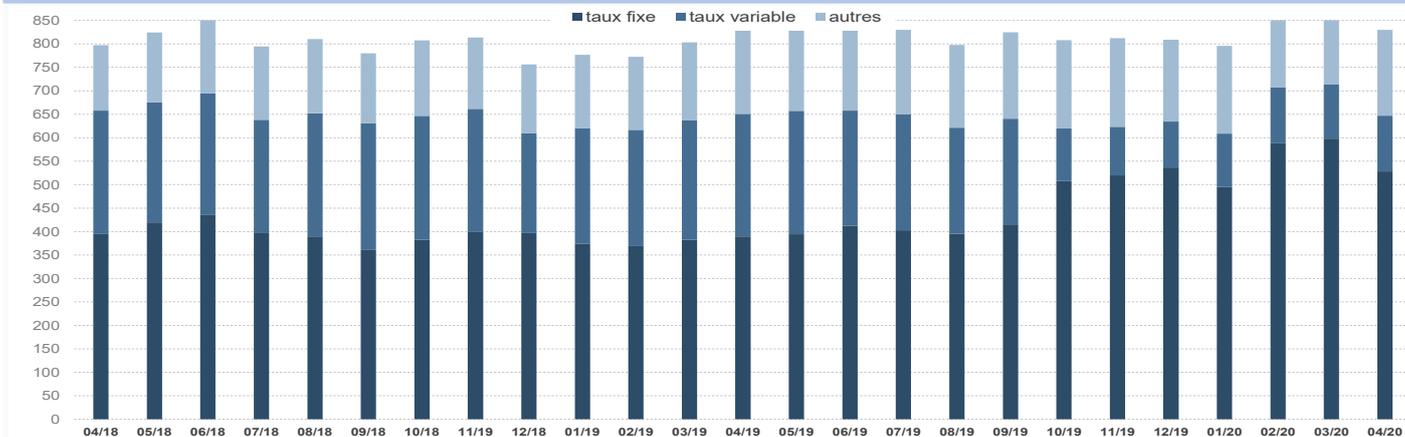
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 MAI 2020**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125848624	BTF 10 juin 2020	5 611 000 000
FR0125533143	BTF 17 juin 2020	6 065 000 000
FR0125848632	BTF 24 juin 2020	6 431 000 000
FR0125848640	BTF 1 juillet 2020	5 971 000 000
FR0126001686	BTF 8 juillet 2020	8 998 000 000
FR0125692451	BTF 15 juillet 2020	5 158 000 000
FR0126001694	BTF 22 juillet 2020	8 650 000 000
FR0125848657	BTF 29 juillet 2020	4 659 000 000
FR0126001702	BTF 5 août 2020	9 322 000 000
FR0125692469	BTF 12 août 2020	5 267 000 000
FR0126001710	BTF 19 août 2020	8 094 000 000
FR0125848665	BTF 26 août 2020	7 042 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	5 084 000 000
FR0126001744	BTF 23 septembre 2020	10 149 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	7 313 000 000
FR0126001769	BTF 21 octobre 2020	6 257 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 688 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	5 432 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	3 624 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	5 219 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	7 338 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	2 794 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 31 MAI 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2020</b>		<b>76 348 513 800</b>				
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 783 513 800 (1)	1,27578	20 210 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30 547 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20 018 000 000			3 000 000	x
<b>Échéance 2021</b>		<b>138 048 585 100</b>				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	25 982 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 912 901 100 (1)	1,04585	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	36 430 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	22 159 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 923 684 000 (1)	1,04880	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	37 641 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>169 682 822 880</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29 253 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			498 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 515 882 890 (1)	1,13413	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	38 582 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>170 074 534 783</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	10 712 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 381 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	43 434 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 589 338 880 (1)	1,14081	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			435 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 MAI 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2024</b>		<b>127 587 232 330</b>				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	36 721 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 031 232 330 (1)	1,06207	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>153 390 151 958</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 803 223 840 (1)	1,03984	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	37 325 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 828 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>123 294 000 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	9 252 000 000			0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	41 617 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35 550 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>100 593 474 000</b>				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	33 924 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 649 474 000 (1)	1,11765	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	43 020 000 000			53 043 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>92 587 012 400</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	12 620 303 270 (1)	1,03811	12 157 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	39 745 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	40 192 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>131 983 088 174</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	8 610 652 390 (1)	1,00627	8 557 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	37 680 880 458			2 465 846 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33 281 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 945 555 326 (1)	1,30053	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40 465 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>57 225 714 880</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	41 642 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	15 583 714 880 (1)	1,04842	14 864 000 000	0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>45 948 000 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			56 900 000	x
<b>Échéance 2032</b>		<b>45 844 811 150</b>				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 682 488 550 (1)	1,29263	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			10 893 757 400	
<b>Échéances 2033 et plus</b>		<b>345 841 029 800</b>				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	31 774 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 562 437 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33 300 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	6 822 969 550 (1)	1,02833	6 635 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 684 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	25 266 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 305 098 860 (1)	1,19738	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 168 899 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 299 010 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 368 961 390 (1)	1,04347	9 937 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			652 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	26 515 000 000			98 600 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	8 554 000 000			95 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16 583 000 000			8 396 518 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	15 432 000 000			7 579 604 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 044 800 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2019 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-17,7 %	04/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	-8,9 %	05/2020
Taux de chômage (BIT)	7,8 %	T1-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,4 %	05/2020
• ensemble hors tabac	0,1 %	05/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,0 Md€	04/2020
" "	-3,2 Md€	03/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-5,4 Md€	04/2020
" "	-4,3 Md€	03/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,17 %	29/6/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,41 %	29/6/2020
Euro / dollar	1,13	29/6/2020
Euro / yen	121,07	29/6/2020

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

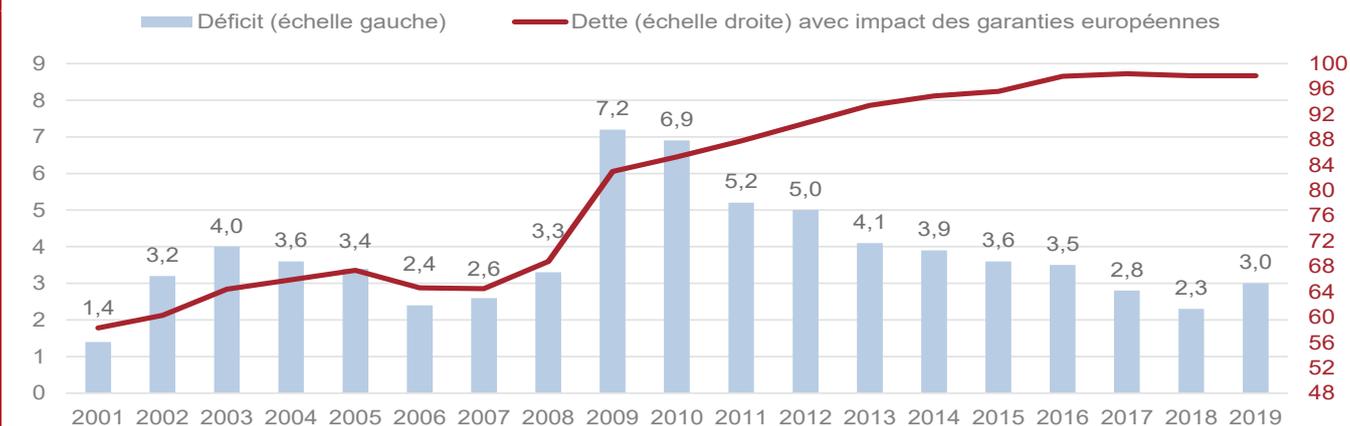
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin avril		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-35,01	-47,46	-69,67
Recettes	313,79	301,07	98,18	88,72	80,06
Dépenses	390,69	397,98	133,19	136,18	149,73
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,06	-19,33	-19,75	-22,46
Solde général d'exécution	-76,00	-92,69	-54,34	-67,22	-92,12

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

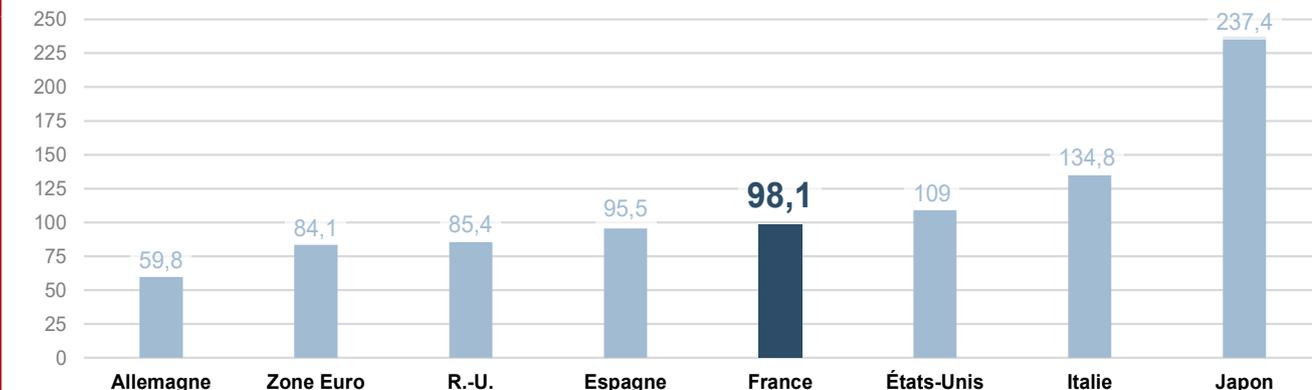
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUILLET 2020 

<b>7</b> Balance des paiements en mai	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mai	<b>10</b> Indice de la production industrielle en mai	<b>15</b> Réserves nettes de change en juin	<b>16</b> Prix à la consommation : indice de juin	<b>23</b> Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de juillet
<b>23</b> Conjoncture dans l'industrie : Enquête mensuelle de juillet	<b>27</b> Demandeurs d'emploi inscrits au deuxième trimestre 2020	<b>29</b> Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle de juillet	<b>30</b> Prix de production et d'importation de l'industrie : indices de juin	<b>31</b> Dépenses de consommation des ménages en juin	

AOÛT 2020 

<b>7</b> Indice de la production industrielle en juin	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en juin	<b>7</b> Estimation flash de l'emploi salarié en deuxième trimestre 2020	<b>7</b> Balance des paiements en juin 2020	<b>14</b> Indice des prix à la consommation - résultats définitifs en juillet 2020	<b>14</b> Réserves nettes de change en juillet 2020
<b>19</b> Inflation IPCH : indice de juillet	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en août	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en août	<b>28</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en juillet	<b>28</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	<b>28</b> Indice des prix à la consommation en août

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».